

De quel poids la législation sociale et les «acquis de la lutte des classes» face aux contraintes de la restructuration économique ?

«DEPUIS 1945, à chaque période apportée se présente grande ou petite au progrès social. » Depuis 1974, c'est la démission sur laquelle le signe de l'État... on en revient purement et simplement au regard libre dans la possibilité libre : c'est dans ces termes très vagues que le professeur Lyon-Caen dénonçait, il y a quelques mois, ce qu'il appelait « l'effacement du droit du travail » ou les risques pour la démocratie d'un retour au capitalisme sauvage du dix-neuvième siècle (1).

Le principal motif de cet effacement, il le voyait dans une restructuration économique faite « sans aucune contrainte juridique », et, plus particulièrement, dans le fait que la collectivité de travail par le biais de la sous-traitance ou de la filialisation, phénomène dont le nouveau et le caractère difficilement saisissable expliquent pourquoi les juristes, mais aussi les économistes, commencent à se désintéresser à mesure que la portée réelle et les implications à long terme.

Et les incertitudes sont grandes chez les économistes, où un fait de fait, de la collectivité de travail ou d'externalisation de la force de travail, le vocabulaire des juristes témoigne de divergences au moins aussi importantes. Pour G. Lyon-Caen, c'est un effacement du droit du travail, alors que certains se bornent à évoquer des adaptations nécessaires, tel un débat de la mobilité, et que d'autres font remarquer, à juste titre, que la « juridiction » des relations de travail n'a jamais été aussi grande.

Ces questions ne sont pas seulement d'un intérêt technique : de réponses qu'on y donne dépend le cadre à adopter sur le plan du droit. S'agit-il d'un simple phénomène conjoncturel lié à la crise et aux « conversions rapides » qu'elle entraîne ? La réponse doit alors se faire au cas par cas. Est-ce la fin d'une notion « effacée » — qui est au cœur du droit du travail, où elle constituerait un certain compromis entre salariés et employeurs au nom d'un « intérêt général » ? Ce sont alors la structure et la nature même de ce droit qui sont en cause. Si ce n'est pas le cas, la question se pose de la signification « violente » de la classe ouvrière résistante à faire accepter certaines de ses revendications, ou plus dans lequel elle est tombée et s'est laissée enfermer.

La comme ailleurs, la crise et la restructuration économique jouent le rôle d'un révélateur : révélateur des divergences doctrinales chez les juristes et révélateur de la fonction du droit dans les rapports de production.

Dans les manuels, le droit du travail est volontiers présenté comme un droit consacré par les barrières — 1948, 1958, 1968... — « une sorte de verbe de séculité de la lutte des classes » (2). Ses origines en font un droit bien spécifique, le droit des travailleurs, droit d'opposer au code civil, droit de la société bourgeoise.

C'est là une conception largement partagée, qu'on rencontre tant dans les manuels du droit que chez bon nombre de praticiens. C'est le slogan

des ouvriers de chez Up : « Pour le droit contre la loi », slogan qui fait écho la formule du Syndicat de la magistrature : « La loi véritable est le droit, la seule solution réelle dans l'effacement du droit du travail et du droit de propriété » (3). Mais aussi le discours d'un très haut magistrat : « Le droit du travail est épave et son autonomie d'ordonnée mal avec les règles dépassées du code civil » (4).

A. Jeanneney fait remarquer à juste titre que cette vision du droit du travail ne correspond guère à la réalité historique. Le souci de préserver le droit de travail et le potentiel humain national ont été exploités à l'origine d'un certain nombre de lois sociales. S'appuyant sur les résultats de la remarquable étude de P. Cam, il montre que cette vision du droit du travail est, pour une large part, idéologique : « Prendre le droit du travail pour un contre-droit fondamentaliste, le reconnaître comme le droit du travailable aux salariés, n'est-ce pas tomber dans le piège tendu par les classes et circonstances de son émergence en le prenant pour ce qu'il n'est pas ? » (5).

Les conceptions antérieures, qui restaient dominées par la vieille théorie patrimoniale et contractuelle : le droit du code civil, le couple formé par le droit de propriété et le droit des obligations contractuelles assure à la loi le maître juridique des biens de l'entreprise et la domination des personnes qui y travaillent au profit de l'employeur, privaient des moyens de production.

Comme le montre P. Cam, l'objectif des pionniers du droit social était d'arriver à une transformation des rapports capitalistes en instaurant dans l'entreprise des rapports de collaboration. Ces transformations devaient permettre aux sociétés occidentales de faire l'économie de bouleversements sociaux. Elles impliquaient seulement que les relations du travail soient assouplies aux règles générales du code civil — droit des obligations et droit de propriété — pour faire l'objet d'un nouveau droit mixte, les rapports interindividuels entre l'ouvrier et le propriétaire des moyens de production par des négociations collectives. On se rendait à terme l'élimination des conflits sociaux.

On n'est pas par réformisme, mais c'est pour améliorer le sort des travailleurs dans le format à l'action collective indispensable pour instaurer et faire fonctionner le communisme libéral (17).

À la lecture de ce livre, on est frappé par l'importance de la loi dans le droit du travail : les grèves, les conflits sociaux — le droit comme protection dans un mouvement syndical dont les inspirateurs sont Proudhon, Comte, Marx, Bakounine. Mais ce n'est pas le seul rapprochement que suggère cet ouvrage. De la même manière que les miliciens font quelquefois, colon P. Bance, l'embarquement de propositions théoriques andromédoniques au nom d'une pratique qui se veut tout à la fois quotidienne et idéale, les praticiens du droit du travail qui se veulent progressistes sont déçus entre leur jugement et leur raisonnement politique à ces idéologies insistant sur le caractère fondamentalement bourgeois du droit. D'où des ambiguïtés dans leurs propos qui, sous couvert de raisonnement dialectique, sont en fait des tentatives de réajustement des contradictions d'une pratique sociale de juriste citoyen.

Protection du salarié ou instrument de pouvoir ?

Il faut en tenir compte pour analyser la diversité de leurs réactions lorsqu'ils sont confrontés aux bouleversements provoqués dans la gestion de l'emploi par la restructuration économique. Pour les uns, il ne s'agit que de nouveaux enjeux pour le droit, de nouveaux domaines qu'il s'agit d'intervenir dans les juristes. Pour d'autres,

exercer le pouvoir de direction et le pouvoir disciplinaire. De ce fait, les salariés exercent leurs droits collectifs dans un cadre qui est le cadre du pouvoir réel sur lequel la loi entend organiser leur représentation.

S'il en est ainsi, et les travailleurs se laissent enfermer — « piège », dirait Edelman — dans des mécanismes juridiques, c'est aussi que la classe des salariés « précaires » joue, à la manière des chômeurs, « une régence de la régence du système social avec son centre de la périphérie » (18). Les employeurs développent l'effacement de la part d'une entreprise du centre juridique à un privilège ayant tout à la fois des droits et des devoirs exceptionnels.

Certes, les règles du droit ne sont pas forcément remises en cause, mais, au lieu d'être protectrices du salarié, elles se transforment en outil de pouvoir pour l'employeur, qui délient le côté de leur mise en œuvre et, en fait, en fait, un rôle décisif dans les revendications ouvrières. On assiste, écrit T. Grumbach, à « une régression du système social avec son centre de la périphérie » (19). Les employeurs développent l'effacement de la part d'une entreprise du centre juridique à un privilège ayant tout à la fois des droits et des devoirs exceptionnels.

Certes, les règles du droit ne sont pas forcément remises en cause, mais, au lieu d'être protectrices du salarié, elles se transforment en outil de pouvoir pour l'employeur, qui délient le côté de leur mise en œuvre et, en fait, en fait, un rôle décisif dans les revendications ouvrières. On assiste, écrit T. Grumbach, à « une régression du système social avec son centre de la périphérie » (19). Les employeurs développent l'effacement de la part d'une entreprise du centre juridique à un privilège ayant tout à la fois des droits et des devoirs exceptionnels.

Certes, les règles du droit ne sont pas forcément remises en cause, mais, au lieu d'être protectrices du salarié, elles se transforment en outil de pouvoir pour l'employeur, qui délient le côté de leur mise en œuvre et, en fait, en fait, un rôle décisif dans les revendications ouvrières. On assiste, écrit T. Grumbach, à « une régression du système social avec son centre de la périphérie » (19). Les employeurs développent l'effacement de la part d'une entreprise du centre juridique à un privilège ayant tout à la fois des droits et des devoirs exceptionnels.

Certes, les règles du droit ne sont pas forcément remises en cause, mais, au lieu d'être protectrices du salarié, elles se transforment en outil de pouvoir pour l'employeur, qui délient le côté de leur mise en œuvre et, en fait, en fait, un rôle décisif dans les revendications ouvrières. On assiste, écrit T. Grumbach, à « une régression du système social avec son centre de la périphérie » (19). Les employeurs développent l'effacement de la part d'une entreprise du centre juridique à un privilège ayant tout à la fois des droits et des devoirs exceptionnels.

Certes, les règles du droit ne sont pas forcément remises en cause, mais, au lieu d'être protectrices du salarié, elles se transforment en outil de pouvoir pour l'employeur, qui délient le côté de leur mise en œuvre et, en fait, en fait, un rôle décisif dans les revendications ouvrières. On assiste, écrit T. Grumbach, à « une régression du système social avec son centre de la périphérie » (19). Les employeurs développent l'effacement de la part d'une entreprise du centre juridique à un privilège ayant tout à la fois des droits et des devoirs exceptionnels.

Certes, les règles du droit ne sont pas forcément remises en cause, mais, au lieu d'être protectrices du salarié, elles se transforment en outil de pouvoir pour l'employeur, qui délient le côté de leur mise en œuvre et, en fait, en fait, un rôle décisif dans les revendications ouvrières. On assiste, écrit T. Grumbach, à « une régression du système social avec son centre de la périphérie » (19). Les employeurs développent l'effacement de la part d'une entreprise du centre juridique à un privilège ayant tout à la fois des droits et des devoirs exceptionnels.

Certes, les règles du droit ne sont pas forcément remises en cause, mais, au lieu d'être protectrices du salarié, elles se transforment en outil de pouvoir pour l'employeur, qui délient le côté de leur mise en œuvre et, en fait, en fait, un rôle décisif dans les revendications ouvrières. On assiste, écrit T. Grumbach, à « une régression du système social avec son centre de la périphérie » (19). Les employeurs développent l'effacement de la part d'une entreprise du centre juridique à un privilège ayant tout à la fois des droits et des devoirs exceptionnels.

Certes, les règles du droit ne sont pas forcément remises en cause, mais, au lieu d'être protectrices du salarié, elles se transforment en outil de pouvoir pour l'employeur, qui délient le côté de leur mise en œuvre et, en fait, en fait, un rôle décisif dans les revendications ouvrières. On assiste, écrit T. Grumbach, à « une régression du système social avec son centre de la périphérie » (19). Les employeurs développent l'effacement de la part d'une entreprise du centre juridique à un privilège ayant tout à la fois des droits et des devoirs exceptionnels.

Certes, les règles du droit ne sont pas forcément remises en cause, mais, au lieu d'être protectrices du salarié, elles se transforment en outil de pouvoir pour l'employeur, qui délient le côté de leur mise en œuvre et, en fait, en fait, un rôle décisif dans les revendications ouvrières. On assiste, écrit T. Grumbach, à « une régression du système social avec son centre de la périphérie » (19). Les employeurs développent l'effacement de la part d'une entreprise du centre juridique à un privilège ayant tout à la fois des droits et des devoirs exceptionnels.

Certes, les règles du droit ne sont pas forcément remises en cause, mais, au lieu d'être protectrices du salarié, elles se transforment en outil de pouvoir pour l'employeur, qui délient le côté de leur mise en œuvre et, en fait, en fait, un rôle décisif dans les revendications ouvrières. On assiste, écrit T. Grumbach, à « une régression du système social avec son centre de la périphérie » (19). Les employeurs développent l'effacement de la part d'une entreprise du centre juridique à un privilège ayant tout à la fois des droits et des devoirs exceptionnels.

Certes, les règles du droit ne sont pas forcément remises en cause, mais, au lieu d'être protectrices du salarié, elles se transforment en outil de pouvoir pour l'employeur, qui délient le côté de leur mise en œuvre et, en fait, en fait, un rôle décisif dans les revendications ouvrières. On assiste, écrit T. Grumbach, à « une régression du système social avec son centre de la périphérie » (19). Les employeurs développent l'effacement de la part d'une entreprise du centre juridique à un privilège ayant tout à la fois des droits et des devoirs exceptionnels.

Certes, les règles du droit ne sont pas forcément remises en cause, mais, au lieu d'être protectrices du salarié, elles se transforment en outil de pouvoir pour l'employeur, qui délient le côté de leur mise en œuvre et, en fait, en fait, un rôle décisif dans les revendications ouvrières. On assiste, écrit T. Grumbach, à « une régression du système social avec son centre de la périphérie » (19). Les employeurs développent l'effacement de la part d'une entreprise du centre juridique à un privilège ayant tout à la fois des droits et des devoirs exceptionnels.

Certes, les règles du droit ne sont pas forcément remises en cause, mais, au lieu d'être protectrices du salarié, elles se transforment en outil de pouvoir pour l'employeur, qui délient le côté de leur mise en œuvre et, en fait, en fait, un rôle décisif dans les revendications ouvrières. On assiste, écrit T. Grumbach, à « une régression du système social avec son centre de la périphérie » (19). Les employeurs développent l'effacement de la part d'une entreprise du centre juridique à un privilège ayant tout à la fois des droits et des devoirs exceptionnels.

Certes, les règles du droit ne sont pas forcément remises en cause, mais, au lieu d'être protectrices du salarié, elles se transforment en outil de pouvoir pour l'employeur, qui délient le côté de leur mise en œuvre et, en fait, en fait, un rôle décisif dans les revendications ouvrières. On assiste, écrit T. Grumbach, à « une régression du système social avec son centre de la périphérie » (19). Les employeurs développent l'effacement de la part d'une entreprise du centre juridique à un privilège ayant tout à la fois des droits et des devoirs exceptionnels.

Certes, les règles du droit ne sont pas forcément remises en cause, mais, au lieu d'être protectrices du salarié, elles se transforment en outil de pouvoir pour l'employeur, qui délient le côté de leur mise en œuvre et, en fait, en fait, un rôle décisif dans les revendications ouvrières. On assiste, écrit T. Grumbach, à « une régression du système social avec son centre de la périphérie » (19). Les employeurs développent l'effacement de la part d'une entreprise du centre juridique à un privilège ayant tout à la fois des droits et des devoirs exceptionnels.

Certes, les règles du droit ne sont pas forcément remises en cause, mais, au lieu d'être protectrices du salarié, elles se transforment en outil de pouvoir pour l'employeur, qui délient le côté de leur mise en œuvre et, en fait, en fait, un rôle décisif dans les revendications ouvrières. On assiste, écrit T. Grumbach, à « une régression du système social avec son centre de la périphérie » (19). Les employeurs développent l'effacement de la part d'une entreprise du centre juridique à un privilège ayant tout à la fois des droits et des devoirs exceptionnels.

Certes, les règles du droit ne sont pas forcément remises en cause, mais, au lieu d'être protectrices du salarié, elles se transforment en outil de pouvoir pour l'employeur, qui délient le côté de leur mise en œuvre et, en fait, en fait, un rôle décisif dans les revendications ouvrières. On assiste, écrit T. Grumbach, à « une régression du système social avec son centre de la périphérie » (19). Les employeurs développent l'effacement de la part d'une entreprise du centre juridique à un privilège ayant tout à la fois des droits et des devoirs exceptionnels.

Certes, les règles du droit ne sont pas forcément remises en cause, mais, au lieu d'être protectrices du salarié, elles se transforment en outil de pouvoir pour l'employeur, qui délient le côté de leur mise en œuvre et, en fait, en fait, un rôle décisif dans les revendications ouvrières. On assiste, écrit T. Grumbach, à « une régression du système social avec son centre de la périphérie » (19). Les employeurs développent l'effacement de la part d'une entreprise du centre juridique à un privilège ayant tout à la fois des droits et des devoirs exceptionnels.

Certes, les règles du droit ne sont pas forcément remises en cause, mais, au lieu d'être protectrices du salarié, elles se transforment en outil de pouvoir pour l'employeur, qui délient le côté de leur mise en œuvre et, en fait, en fait, un rôle décisif dans les revendications ouvrières. On assiste, écrit T. Grumbach, à « une régression du système social avec son centre de la périphérie » (19). Les employeurs développent l'effacement de la part d'une entreprise du centre juridique à un privilège ayant tout à la fois des droits et des devoirs exceptionnels.

Certes, les règles du droit ne sont pas forcément remises en cause, mais, au lieu d'être protectrices du salarié, elles se transforment en outil de pouvoir pour l'employeur, qui délient le côté de leur mise en œuvre et, en fait, en fait, un rôle décisif dans les revendications ouvrières. On assiste, écrit T. Grumbach, à « une régression du système social avec son centre de la périphérie » (19). Les employeurs développent l'effacement de la part d'une entreprise du centre juridique à un privilège ayant tout à la fois des droits et des devoirs exceptionnels.

Certes, les règles du droit ne sont pas forcément remises en cause, mais, au lieu d'être protectrices du salarié, elles se transforment en outil de pouvoir pour l'employeur, qui délient le côté de leur mise en œuvre et, en fait, en fait, un rôle décisif dans les revendications ouvrières. On assiste, écrit T. Grumbach, à « une régression du système social avec son centre de la périphérie » (19). Les employeurs développent l'effacement de la part d'une entreprise du centre juridique à un privilège ayant tout à la fois des droits et des devoirs exceptionnels.

Certes, les règles du droit ne sont pas forcément remises en cause, mais, au lieu d'être protectrices du salarié, elles se transforment en outil de pouvoir pour l'employeur, qui délient le côté de leur mise en œuvre et, en fait, en fait, un rôle décisif dans les revendications ouvrières. On assiste, écrit T. Grumbach, à « une régression du système social avec son centre de la périphérie » (19). Les employeurs développent l'effacement de la part d'une entreprise du centre juridique à un privilège ayant tout à la fois des droits et des devoirs exceptionnels.

Certes, les règles du droit ne sont pas forcément remises en cause, mais, au lieu d'être protectrices du salarié, elles se transforment en outil de pouvoir pour l'employeur, qui délient le côté de leur mise en œuvre et, en fait, en fait, un rôle décisif dans les revendications ouvrières. On assiste, écrit T. Grumbach, à « une régression du système social avec son centre de la périphérie » (19). Les employeurs développent l'effacement de la part d'une entreprise du centre juridique à un privilège ayant tout à la fois des droits et des devoirs exceptionnels.

Certes, les règles du droit ne sont pas forcément remises en cause, mais, au lieu d'être protectrices du salarié, elles se transforment en outil de pouvoir pour l'employeur, qui délient le côté de leur mise en œuvre et, en fait, en fait, un rôle décisif dans les revendications ouvrières. On assiste, écrit T. Grumbach, à « une régression du système social avec son centre de la périphérie » (19). Les employeurs développent l'effacement de la part d'une entreprise du centre juridique à un privilège ayant tout à la fois des droits et des devoirs exceptionnels.

Le droit du travail mis en question

Par YVES DEZALAY

P. Durand, qui fut avec P.-H. Teigen et P. de Menthon un des pionniers du droit du travail en même temps qu'une des figures marquantes de l'idéologie de la troisième force, définit les entreprises comme des « groupements humains » (6). Employeurs et salariés sont solidaires : « si les représentants des salariés doivent participer à l'organisation de l'entreprise, leur intervention ne vient en aucune manière contredire l'autorité de la classe dirigeante du chef d'entreprise, puisque ses pouvoirs hiérarchiques et disciplinaires ne sont que la conséquence de ses responsabilités à l'égard du bien commun. C'est là une rupture radicale avec

lectique comme un nouvel avatar de l'idéalisme et du juralisme des juristes, des marxistes. Pour lui, le droit du travail est avant tout du droit, et donc une apparence qui dissimule l'essentiel : l'existence du plus-val.

Mais, au surplus, il est un piège dans la mesure où il attire le prolétariat sur un terrain qui n'est pas le sien où il ne peut rien que se faire écraser par un juriste radical, Bernard Edelman, à l'illusion que représente, selon lui, le droit du travail, ainsi qu'à ces illusionnistes qui croient les juristes progressistes (7).

Un piège et une arme

Certes, les juristes marxistes, et particulièrement G. Lyon-Caen, n'ont jamais fait leur l'idéalisme qui caractérise les tenants de la paix sociale par le droit social. Pour eux, ce droit ne représente qu'une série d'« aventures » souvent perdus et repensés qui contribuent à améliorer la condition de la classe ouvrière sans jamais parvenir à la transformer véritablement (8). C'est qu'il y a une structure essentiellement dialectique : « il régit les instruments de la lutte de la classe ouvrière et les avantages concrets à l'aide de ces instruments ».

Il est aussi « l'élément de l'exploitation de la force de travail et de la répression de la classe ouvrière » (9). B. Edelman résume cette vision dialectique comme un nouvel avatar de l'idéalisme et du juralisme des juristes, des marxistes. Pour lui, le droit du travail est avant tout du droit, et donc une apparence qui dissimule l'essentiel : l'existence du plus-val.

Mais, au surplus, il est un piège dans la mesure où il attire le prolétariat sur un terrain qui n'est pas le sien où il ne peut rien que se faire écraser par un juriste radical, Bernard Edelman, à l'illusion que représente, selon lui, le droit du travail, ainsi qu'à ces illusionnistes qui croient les juristes progressistes (7).

Un piège et une arme

Certes, les juristes marxistes, et particulièrement G. Lyon-Caen, n'ont jamais fait leur l'idéalisme qui caractérise les tenants de la paix sociale par le droit social. Pour eux, ce droit ne représente qu'une série d'« aventures » souvent perdus et repensés qui contribuent à améliorer la condition de la classe ouvrière sans jamais parvenir à la transformer véritablement (8). C'est qu'il y a une structure essentiellement dialectique : « il régit les instruments de la lutte de la classe ouvrière et les avantages concrets à l'aide de ces instruments ».

Il est aussi « l'élément de l'exploitation de la force de travail et de la répression de la classe ouvrière » (9). B. Edelman résume cette vision dialectique comme un nouvel avatar de l'idéalisme et du juralisme des juristes, des marxistes. Pour lui, le droit du travail est avant tout du droit, et donc une apparence qui dissimule l'essentiel : l'existence du plus-val.

Mais, au surplus, il est un piège dans la mesure où il attire le prolétariat sur un terrain qui n'est pas le sien où il ne peut rien que se faire écraser par un juriste radical, Bernard Edelman, à l'illusion que représente, selon lui, le droit du travail, ainsi qu'à ces illusionnistes qui croient les juristes progressistes (7).

Un piège et une arme

Certes, les juristes marxistes, et particulièrement G. Lyon-Caen, n'ont jamais fait leur l'idéalisme qui caractérise les tenants de la paix sociale par le droit social. Pour eux, ce droit ne représente qu'une série d'« aventures » souvent perdus et repensés qui contribuent à améliorer la condition de la classe ouvrière sans jamais parvenir à la transformer véritablement (8). C'est qu'il y a une structure essentiellement dialectique : « il régit les instruments de la lutte de la classe ouvrière et les avantages concrets à l'aide de ces instruments ».

Il est aussi « l'élément de l'exploitation de la force de travail et de la répression de la classe ouvrière » (9). B. Edelman résume cette vision dialectique comme un nouvel avatar de l'idéalisme et du juralisme des juristes, des marxistes. Pour lui, le droit du travail est avant tout du droit, et donc une apparence qui dissimule l'essentiel : l'existence du plus-val.

Mais, au surplus, il est un piège dans la mesure où il attire le prolétariat sur un terrain qui n'est pas le sien où il ne peut rien que se faire écraser par un juriste radical, Bernard Edelman, à l'illusion que représente, selon lui, le droit du travail, ainsi qu'à ces illusionnistes qui croient les juristes progressistes (7).

Un piège et une arme

Certes, les juristes marxistes, et particulièrement G. Lyon-Caen, n'ont jamais fait leur l'idéalisme qui caractérise les tenants de la paix sociale par le droit social. Pour eux, ce droit ne représente qu'une série d'« aventures » souvent perdus et repensés qui contribuent à améliorer la condition de la classe ouvrière sans jamais parvenir à la transformer véritablement (8). C'est qu'il y a une structure essentiellement dialectique : « il régit les instruments de la lutte de la classe ouvrière et les avantages concrets à l'aide de ces instruments ».

Il est aussi « l'élément de l'exploitation de la force de travail et de la répression de la classe ouvrière » (9). B. Edelman résume cette vision dialectique comme un nouvel avatar de l'idéalisme et du juralisme des juristes, des marxistes. Pour lui, le droit du travail est avant tout du droit, et donc une apparence qui dissimule l'essentiel : l'existence du plus-val.

Mais, au surplus, il est un piège dans la mesure où il attire le prolétariat sur un terrain qui n'est pas le sien où il ne peut rien que se faire écraser par un juriste radical, Bernard Edelman, à l'illusion que représente, selon lui, le droit du travail, ainsi qu'à ces illusionnistes qui croient les juristes progressistes (7).

Un piège et une arme

Certes, les juristes marxistes, et particulièrement G. Lyon-Caen, n'ont jamais fait leur l'idéalisme qui caractérise les tenants de la paix sociale par le droit social. Pour eux, ce droit ne représente qu'une série d'« aventures » souvent perdus et repensés qui contribuent à améliorer la condition de la classe ouvrière sans jamais parvenir à la transformer véritablement (8). C'est qu'il y a une structure essentiellement dialectique : « il régit les instruments de la lutte de la classe ouvrière et les avantages concrets à l'aide de ces instruments ».

Il est aussi « l'élément de l'exploitation de la force de travail et de la répression de la classe ouvrière » (9). B. Edelman résume cette vision dialectique comme un nouvel avatar de l'idéalisme et du juralisme des juristes, des marxistes. Pour lui, le droit du travail est avant tout du droit, et donc une apparence qui dissimule l'essentiel : l'existence du plus-val.

Mais, au surplus, il est un piège dans la mesure où il attire le prolétariat sur un terrain qui n'est pas le sien où il ne peut rien que se faire écraser par un juriste radical, Bernard Edelman, à l'illusion que représente, selon lui, le droit du travail, ainsi qu'à ces illusionnistes qui croient les juristes progressistes (7).

Un piège et une arme

Certes, les juristes marxistes, et particulièrement G. Lyon-Caen, n'ont jamais fait leur l'idéalisme qui caractérise les tenants de la paix sociale par le droit social. Pour eux, ce droit ne représente qu'une série d'« aventures » souvent perdus et repensés qui contribuent à améliorer la condition de la classe ouvrière sans jamais parvenir à la transformer véritablement (8). C'est qu'il y a une structure essentiellement dialectique : « il régit les instruments de la lutte de la classe ouvrière et les avantages concrets à l'aide de ces instruments ».

Il est aussi « l'élément de l'exploitation de la force de travail et de la répression de la classe ouvrière » (9). B. Edelman résume cette vision dialectique comme un nouvel avatar de l'idéalisme et du juralisme des juristes, des marxistes. Pour lui, le droit du travail est avant tout du droit, et donc une apparence qui dissimule l'essentiel : l'existence du plus-val.

Mais, au surplus, il est un piège dans la mesure où il attire le prolétariat sur un terrain qui n'est pas le sien où il ne peut rien que se faire écraser par un juriste radical, Bernard Edelman, à l'illusion que représente, selon lui, le droit du travail, ainsi qu'à ces illusionnistes qui croient les juristes progressistes (7).

Un piège et une arme

Certes, les juristes marxistes, et particulièrement G. Lyon-Caen, n'ont jamais fait leur l'idéalisme qui caractérise les tenants de la paix sociale par le droit social. Pour eux, ce droit ne représente qu'une série d'« aventures » souvent perdus et repensés qui contribuent à améliorer la condition de la classe ouvrière sans jamais parvenir à la transformer véritablement (8). C'est qu'il y a une structure essentiellement dialectique : « il régit les instruments de la lutte de la classe ouvrière et les avantages concrets à l'aide de ces instruments ».

Il est aussi « l'élément de l'exploitation de la force de travail et de la répression de la classe ouvrière » (9). B. Edelman résume cette vision dialectique comme un nouvel avatar de l'idéalisme et du juralisme des juristes, des marxistes. Pour lui, le droit du travail est avant tout du droit, et donc une apparence qui dissimule l'essentiel : l'existence du plus-val.

Mais, au surplus, il est un piège dans la mesure où il attire le prolétariat sur un terrain qui n'est pas le sien où il ne peut rien que se faire écraser par un juriste radical, Bernard Edelman, à l'illusion que représente, selon lui, le droit du travail, ainsi qu'à ces illusionnistes qui croient les juristes progressistes (7).

Un piège et une arme



Le Graveur Maroquinier
de la Place Beauvau

ARMORIAL

98, FG-SAINT-HONORE
26, AV. VICTOR-HUGO
27 bis, RD BASPAUL
P.BUS DES CONGRES, PTE MAILLOT
PARIS.

فكرنا من الأصل

« APOCALYPSE NOW » OU LA FAILLITE DE L'HISTOIRE

Les deux discours

Par CHRISTIAN ZIMMER

[illegible]

Sur le triple plan du cinéma, de la guerre et de la signification du film, il faut donc résumer de discours des « médias ». On a d'abord célébré tout à la fois le spectacle et la guerre, mais le spectacle est déjà contradictoire, dans le style « *beauté fascinate de l'horreur* ». Enfin, le vrai visage de la guerre, même depuis fort longtemps, n'est-ce pas celui qui est montré régulièrement, chaque fois qu'on film — ou qu'on peint — la guerre ? On a vu la peinture de certaines réalités guerrières ? Mais est-il de quelque intérêt de se demander si effectivement la guerre est ce qu'on voit, ce qu'on entend, ce qu'on sent d'un spectacle ? Et, particulièrement, du spectacle de la guerre ?

Séduction en technicolor

[illegible]

peuvent que la subir...
Si on garde la tête froide, on remarquera donc simplement ceci : qu'après-cela Nous ne nous en dis pas plus sur le Vietnam que *Retroco*, ou *Voyage au bout de l'enfer*, et à plus ou moins, qu'il n'a rien du *film* *accusateur* protestataire de *Winter Soldier*, du *Cosmos* et *l'Esprit* ou même d'un *membre de la famille*, et qu'il est tout aussi ambigu qu'un film comme le *Mardi*, que dénonce Coppola ? Les crimes américains au Vietnam ? Allons donc ! Veut-il nous faire croire qu'on a poursuivi un officier pour le meurtre de quatre agents doubles, alors qu'il existait un plan du Penta-

[illegible][illegible][illegible]

Le Vietnam est oublié : nous sommes dans un décor sans localisation réelle, au bout, ou plutôt hors du monde. Le personnage de Kurtz, de son côté, directement inspiré du *Cœur des ténèbres* de Joseph Conrad (il

parer du reste le nom même que le
 romancier avait donné à son héros),
 échappe à la dimension historique et
 se veut d'une grande portée métaphysique.
 Le roman est en fait une œuvre de
 misérables obsessions. Les dérisoires
 manies des autres militaires du film.
 L'absence de tout sens à la vie.
 C'est celle d'un lapsir, d'un lapsité.
 Kurts de l'ange exterminateur, du pro-
 phète, du héros, du héros, du héros,
 « apocalypses » veut dire « révélation ».
 Kurts a ou l'horreur (et cette vision
 est la seule qui soit vraie) ou la
 ses rapports avec la masculinité des
 événements qui l'ont assailli. L'horreur
 qui est peut-être la vérité de
 la vie, la vérité de la vie, la vérité
 folle est peut-être le langage même
 de cette vérité (dans un monde où il
 n'y a rien de réel, de réel, de réel, de
 être ou qui a encore le plus de chance
 d'en avoir un). Kurts est assailli
 par la mort, par la mort, par la mort,
 satirien. Il veut assumer, son assu-
 me, la « prendre sur ses épaules », et, pour
 cela, il se fait, il se fait, il se fait,
 Siquères d'Altona, retire du monde

des vivants. Il cherche également, comme le Goetz du Diable et le Bon Dieu, le sens dans l'accomplissement conscient de ce qu'on appelle le mal, puisque les gens qui croient au bien ne peuvent que faire le mal sans en avoir conscience.

Mais, si Coppola a énormément travaillé sur ces dernières séquences, c'est de toute évidence, au niveau de la réalisation, que l'effort a été le plus intense. Willard est typiquement contradictoire, marqué d'un pessimisme qui appartient bien au propre à l'auteur de *Love Train* (ce jusque dans le récit du retour à la civilisation, cette fois-ci, ne peut manquer d'évoquer également cette douloureuse impossibilité du retour au primitivisme régénérateur, qui est la première thèse du film).

Enfin, celui de *Le Désir* de John Boorman, par essence, thème qui, curieusement, le scénario n'est pas sans analogie avec celui d'*Apocalypse Now*, est peut-être le plus intéressant. Le retour du fleuve est une ramassage dans le temps, et l'état sauvage, l'état de nature font progressivement retour à mesure que le bateau approche du delta. On voit ainsi, à l'arrière, des peintures du visage puis du corps d'indiens. Mais, toujours comme dans

[illegible]

automobiles
PEUGEOT



SODEXA

Distributeur officiel pour la vente,
aux Membres du Corps Diplomatique
et les Organisations Internationales
aux Clients, de licences en France
pour immatriculations spéciales CO et TT

26 RUE CAMBACÉRÈS • 75362 PARIS CEDEX 08 • ☎ 742.77.39 • Telex Peuxixa 280.426



La revue

politique internationale

organise le 27 novembre 1979
un colloque exceptionnel sur le thème

"L'avenir des multinationales"

avec la participation d'experts et industriels de réputation mondiale, dont :

Pr. John K. Galbraith
Charles Levinson
Pierre Uri

Kurt Lanz (Hoechst)
J. Maisonrouge (IBM)
J. Paternot (Nestlé)

politique internationale
4, rue Cambon - 75001 Paris - Tél. 296.58.40

Le numéro 5 de "Politique Internationale" vient de paraître.

BIBLIOGRAPHIE

**LA SECURITE CONTRE LES LIBERTES :
LE MODELE OUEST-ALLEMAND, MODELE**

POUR L'EUROPE ?. — Fritz Dupont (collectif franco-allemand)

[illegible]

forme d'Etat totalitaire? se demandent les auteurs. Au moyen de courtes mises au point, de documents officiels et de témoignages, ils indiquent les voies empruntées par l'Etat fédéral pour renforcer ses pouvoirs que les Alliés avaient limités en 1945.

A partir des années 60, les mouvements de conciliation sociale et politique (Justices ouvrières, burdeles à l'obésation de la sécurité et à « refus des conflits », les deux principes sont les mêmes) du « mode de vie » ont été, dans quelques exemples, trop peu nombreux, semblant indiquer une halte dans l'emploi des méthodes socialistes. Mais, dans les années 70, le mouvement a repris et la violence du mouvement anti-nucléaire n'est certainement pas étrangère à cette reprise.

Une brève introduction survole un siècle d'histoire allemande en termes et phrases qui ont été utilisés par les auteurs de la formation et de la croissance de ce fameux « modèle ». A noter aussi l'excellent tableau comparatif des politiques sociales des différents pays de l'OCDE. Les édits politiques dans huit pays d'Europe occidentale.

B. C.

ser au statut
ÉTHODES

de grande puissance
CAPITALISTES

Lors de la session de l'Assemblée populaire nédonale, en juin-juillet, le premier ministre a présenté deux modifications de la politique industrielle :

- Mobiliser le potentiel des entreprises existantes plutôt que de construire des entreprises modernes ;
- Mettre en avant l'industrie légère et concentrer les ressources sur le charbon, le pétrole, l'électricité, les matériaux de construction et les transports.

Pour mener à bien cette opération, les entreprises sont classées en trois catégories. La première comprend celles qui fonctionnent correctement selon quatre critères : ventes, qualité des produits, gaspillage, profits. La deuxième englobe les entreprises qui ne satisfont pas à un ou deux de ces critères. Enfin, celles qui n'en remplissent aucun entrent dans la troisième catégorie. Ces dernières arrêtent leur production et celles de la deuxième catégorie sont réorganisées. Actuellement, sur trois cent cinquante mille entreprises industrielles, quatre-vingt-quatre mille fonctionnent à perte. On estime que de vingt mille à cinquante mille entreprises

M. Huz Guofeng a annoncé l'arrêt de plusieurs projets d'infrastructure, considérés comme économiquement irréalisables, pour concentrer l'effort sur l'achèvement d'ouvrages urgents. Une réforme profonde est engagée depuis le premier trimestre 1979 : les fonds nécessaires aux entreprises pour les travaux d'infrastructure ne sont plus directement accordés par l'Etat, mais par la Banque de la construction. Ainsi les divers secteurs qui sollicitent des prêts oignent des contacts avec cette Banque. La conférence nationale des travaux d'infrastructure a demandé de remplacer progressivement l'allocation d'Etat par le crédit bancaire.

En mars, des autorités provinciales ont critiqué la fourniture de capital fixe aux entreprises, dont on n'exige aucune compensation. Les fonds consacrés à l'investissement avoisinent 4 % de l'investissement fixe total, et ces 4 % sont encore réduits par les pondérations qu'effectuent les départements centraux. Dans ces conditions, beaucoup d'entreprises utilisent équipement et matériel bien au-delà de leur durée normale de vie.

Selon le projet actuel, le taux de croissance de l'industrie légère doit rattraper, ou même dépasser, dans trois ans, celui de l'industrie lourde. L'industrie légère reçoit cette année 6,8 % des investissements, contre 5,2 % pour la lourde. On prévoit qu'elle atteindra 18 % dans trois à cinq ans, le part de l'agriculture passe de 10,7 % en 1978 à 14 % en 1979; celle de l'industrie lourde baisse de 56,7 % à 46,8 % en même temps.

Les maîtres de l'industrie légère expliquent par sa rentabilité rapide : en 1974, pour 1 yuan investi dans ce domaine, l'Etat recevait 0,52 yuan en 1978; pour 1 yuan dans l'industrie lourde, il n'en recevait que 0,32.

Dans les conditions d'introduction d'équipements étrangers doit être prudente, et les achats de machines sont privilégiés par rapport aux importations d'ensembles complets et d'installa-

«*en fin main*». M. Xue Mujiao a expliqué l'impact de la nouvelle politique économique dans le *Renmin Ribao* du 16 juin. Le champ d'intervention de l'Etat se résume au calcul du revenu national et au montant des produits de base, produits agricoles, fixation des prix, répartition, allocation, des fonds de réserves selon la productivité des départements, des entreprises, des individus, des régions et des familles et des individus. Sur les centaines de produits qui représentent plus de la moitié de la production nationale, l'Etat ne se mêle que des produits sous la gestion directe de la commission du plan d'Etat, entre quelques centaines de produits de base, de produits de base et des affaires des départements commerciaux ou des consultations entre acheteurs et vendeurs. Les autres produits de l'Etat établis des plans purement indicatifs pour les unités collectives. M. Xue Mujiao compte sur une plus grande liberté de production. Pour lui, les achats à prix négociés des produits de base, des produits agricoles, de l'approvisionnement unifiés des produits agricoles, qui ont pour objet de ravitailler les villes, les réserves de circulation monétaire se contrôlent et on lui maintient l'équilibre entre pouvoir d'achat et pouvoir de production. Cependant, la hausse des prix ne saurait être généralisée, estime M. Xue : l'investir le plan de production sur le plan d'achat et celui-ci sur les

M. Xus dégage le sens de la réforme en proposant de renoncer à la gestion unifiée des entreprises. En particulier,

dans le domaine financier, l'abandon de la méthode du plein unité et la responsabilité économique des entreprises sanctionneront ce plus grand pouvoir de décision. Seules les politiques fiscales, des prix, de l'investissement et du crédit permettront de maintenir un contrôle, renforcé par l'encouragement des entreprises les plus rentables (livraison prioritaire des matières). Il s'agit de remplacer toute gestion administrative par une gestion économique. En ce domaine, les dirigeants entendent s'inspirer des pays capitalistes, et notamment du Japon.

Tout en préservant un contrôle global — essentiel au maintien de leur pouvoir, — les autorités chinoises veulent faire de « nouvelles sociétés », à l'image du capitalisme. Elles diffèrent, dans un pays où les institutions politiques ont traditionnellement occupé une place prépondérante, de ce que les Soviétiques, dans la dénonciation de la réforme de 1985 comme une « restauration totale du capitalisme » —

M. Jiang Yewei a théorisé le projet actuel dans le *Renmin Ribao* du 14 août : « Un pays socialiste ne doit pas considérer l'économie nationale comme une « grande entreprise » et les individus comme des « individus qui seraient astreint de tâches placées sous un commandement direct. L'économie nationale doit être considérée comme une « Fédération économique composée de base indépendante, sous une direction centralisée et unifiée selon un haut niveau de démocratie. » La concurrence entre entreprises, entre secteurs, entre villes et entre régions, est ce qui est souhaitable. Le capitalisme n'est pas

de tout autre caractère économique propre à l'Etat. L'Etat n'a pas l'intention de participer à l'établissement de compagnies spécialisées ou d'unités génériques, qui sont des organisations économiques indépendantes, emportant une gestion unitaire de leurs unités, subordonnées en ce qui concerne les questions de personnel, de matériel, la production, l'approvisionnement et la commercialisation. De nombreuses lignes générales ne reçoivent plus leur programme d'un département supérieur, mais l'établissent selon les besoins qui leur sont propres, et les unités qui elles-mêmes ne passent entre elles. Les filiales semblent alors une comptabilité indépendante; selon qu'elles accomplissent ou non leur contrat, les unités concernées voient leur profits augmenter ou diminuer.

Une fois atteints les objectifs du plan, les cent entreprises du Sichuan passées sous le régime d'autonomie peuvent poursuivre leur production, passer des commandes pour transformer des matériaux fournis et vendre elles-mêmes les produits que l'Etat n'achète pas. Elles ont aussi le droit d'écarter les fonds destinés aux amortissements, de calculer les fonds d'entreprise en fonction du montant global des salaires et aussi de la marge bénéficiaire fixée par l'Etat, d'instaurer un système de promotion des travailleurs ainsi que de sanctions économiques et disciplinaires.

Dès 1978, les entreprises ont constitué un fonds spécial pour les primes accordées aux travailleurs modérés et au bien-être: ce fonds est calculé en fonction d'un pourcentage de la masse salariale (5% dans le meilleur des cas) lorsque les contrats de livraison ont été respectés.

En cas de dépassement du seuil de profit fixé par l'Etat pour des entreprises relevant d'un département administratif, ce dernier peut octroyer un pourcentage (de

Le difficile problème

A LA fin de 1978, la Chine comptait près de 870 millions d'habitants, avec un taux de natalité de 21,4 pour mille. Dans son rapport le premier ministre, Ma Hsueh-guang, prévoyait un taux d'accroissement de 1% de cette année et de 0,5% pour 1985. Pour y parvenir, on recourait, jusqu'à la fin des années 60, à la stérilisation massive des couples : on traitait jusqu'à 100 % du sexe masculin pour les couples sans enfants ; une prime annuelle de 30 à 40 yuan pour le couple qui décidait de la stérilisation masculine était remboursée au second naissant ; une prime de 150 yuan pour stérilisation après le premier enfant, avec 5 yuan par mois jusqu'à la fin de l'accouchement de l'enfant ; une prime de 100 yuan pour les femmes, une prime de 50 yuan pour les hommes, une prime de 10 % sur les salaires de base, chaque mois, et de 10 % des points-travail annuels des couples membres des comités locaux de planification. Mais il n'est pas certain que ces mesures — qui relèvent plus de la répression que de l'éducation (Mme Indira Gandhi en a fait il y a quelques années) — aient suffi à enrayer l'accroissement, permettant notamment de réduire le pro-

[illegible]

Le stade, encore expérimental, de la réforme n'empêche pas d'en dévoiler le sens : recourir à des mécanismes de régulation économique entre des unités relativement indépendantes, supervisées par une planification ne fixant que quelques objectifs fondamentaux. Tout en parlant de la soumission à des « lois économiques objectives », les autorités veulent, en fait, imposer une rationalité largement inspirée des systèmes capitalistes : aussi, désavantagant un régime où les rapports politiques prédominent, elles sont, entre autres, confrontées au grave problème du chômage.

me de l'emploi

l'arrêt avec acquit.

Plus de cinquante millions de personnes ont été enrôlés dans les armées rouges (le vice-premier ministre Li Xianglan en annonçait vingt millions en juin 1979, sûrement pour les sept millions). De cette façon, les armées rouges ont pu faire l'emploi de plus de sept millions de personnes dans des entreprises d'État ; envoi de huit cent mille jeunes diplômés dans les zones rurales, pour travailler avec des autres chômeurs en unités collectives. Cependant, la situation restait critique ; de 1960 à 1965, la croissance naturelle de la population chinoise était de 20 à 30 millions, soit 20 millions de trois millions cent mille par an ; chaque année, dix millions d'étrangers se présentent sur le marché du travail et attendent d'être enrôlés dans les unités collectives dans les milieux ruraux. En plus, par sa politique d'assainissement, le gouvernement ferme de nombreuses usines et entreprises, ce qui entraîne un accroissement entre quarante-cinq et cinquante ans, est pratiquée pour les travailleurs de l'industrie, qui ont subi les effets du rumsen de la loi, par leurs enfants.

Parallèlement, des petits métiers sont invités à rejoindre dans les grandes villes. Constitues dans plusieurs municipalités, des comités de services, rassemblent des bénévoles pour effectuer des travaux secondaires, se chargeant de réparations de bâtiments, de faire des opérations de manutention, d'entretien ou courantes et de faire passer des informations aux municipalités. Le travail infirmier connaît un grand essor. Dans les plus grandes villes, déjà, plus de vingt mille bénévoles sont impliqués dans des projets pour l'emploi dans les services publics; effectuent des travaux temporaires et saisonniers, ces jeunes sont payés à la journée. Cette évolution dans le secteur du travail est confirmée par la suppression de l'affectation des demandeurs d'emploi par les bureaux de travail statiques; ainsi, les jeunes sont répartis plus équitablement entre les travailleurs qui n'ont pas de garantie d'emploi et qui sont recrutés par une méthode dite « embauche sur une

base volontaire et sélection par examen ».

Pour compléter la nouvelle politique, les dirigeants ont décidé d'« exporter » le modèle chinois. Ils ont ainsi conclu, en 1980, un accord entre le Compagnie chinoise pour la construction de routes et ponts (créée en 1978) et une société italienne relevant de l'Institut de reconstruction industrielle (IRI) prévoit de fournir quatre cents ingénieurs et techniciens chinois pour des travaux de génie civil dans des pays peu développés (10). Cette mesure est le plus frappant illustration du caractère de marchandise maintenant conféré à la force de travail en Chine. De plus, elle illustre la détermination des dirigeants par les responsables chinois, qui ne leur remettaient qu'une fraction de la somme versée par la société italienne.

Le chômage est l'un des aspects de la désorganisation due au changement de stratégie de la direction chinoise, qui se réfère toujours davantage au « modèle capitaliste ». Dans le même esprit, plusieurs banques de Hongkong espèrent de Pékin avoir récemment établi une compagnie financière qui doit favoriser la constitution d'entreprises mixtes (capitaux chinois et étrangers) dans le municipalité de Shenzhen, transformée en véritable zone franche (tout comme celle de Zhuhai, proche de Macao) : le code qui régit ces entreprises a été adopté lors de la dernière session de l'Assemblée popu-

laire (11). En avril 1979, le Chine a fait son premier emprunt au le marché bancaire international. Et surtout, elle s'est engagée comme prêteur sur le marché de l'euro-dollar : le 10 mai 1979, le Bank of China a en effet décidé de participer, avec plusieurs banques étrangères, à un prêt de 42 millions de dollars à une entreprise de Hongkong. Malgré le politique de rajustement — qui réduisit le coût de son modernisation de 800 à 280 ou 300 milliards de dollars, — l'endettement

de la Chine ne peut que s'accroître. Les principaux prêts à l'autre facilité de crédit, déjà concédus ou en cours de négociation, sont destinés à attirer des étrangers, se montent, pour l'instant, à près de 22,8 milliards de dollars (12). Les négociations en cours d'achèvement concernent l'achat de droits de concession minière. Alors que, jusqu'en 1980, le 3 juillet, l'Assemblée populaire nationale a tenté de déterminer une voie plus concrète pour attirer l'investissement étranger, tout en corrigeant de nombreuses irrationalités, les autorités ont fait un choix radicalement productiviste, avec une attention particulière pour les entreprises d'exportation même des entreprises ont été désinstallées par la croissance des primes, qui passent actuellement de 10 % à 10-20 % du salaire. Le gouvernement a également décidé d'obtenir une croissance de 11 % de la production industrielle, pendant le second semestre 1981, et de 12 % l'année suivante, en annual planifié de 8 %. L'objectif de 10 millions de tonnes d'acier en 1985 est aussi révisé en baisse. Les responsables du secteur de l'acier ont été encouragés à réduire la consommation beaucoup plus important : le recours à la publicité n'est pas un élément, mais dans quelle mesure

La nouvelle politique économique est-elle viable ? C'est la question qui se pose — comme l'importante population, — mais il y a des contraintes et la rapidité du changement ne suffisait à expliquer les difficultés présentes. La tentative de faire passer le monde à l'économie de marché est en grande partie le produit d'un mouvement inspiré du capitalisme, ne subissant plus les distorsions politiques du passé qui occultent ou limitent les possibilités de développement économique et direct. Le chômage, qui n'est pas un simple phénomène démographique, va de pair avec une réforme économique qui n'apporte pas véritablement de solutions à la crise. Les difficultés ne sont pas seulement liées à la dégradation des infrastructures. Les difficultés proviennent aussi de résistances qui ont diverse sources : parmi les cadres politiques, déformés par la corruption ; parmi les cadres politiques, responsables de la politique ; parmi le peuple, sans aucune obligation de répondre au sein de la direction, même si elle s'estompe aujourd'hui avec la victoire quasi complète de la démocratie. Les difficultés sont donc multiples. Il est possible de changer la mentalité d'un peuple pour le soumettre à une ration-

PATRICK TISSIER.

(10) Le Monde du 8 août 1979.
(11) Ces zones industrielles sont aussi aujourd'hui des lieux d'expérimentation de la réforme en cours dans le domaine industriel, avec une large autonomie des unités locales pour l'accueil des investissements étrangers, les transferts provinciaux de main-d'œuvre, etc.
(12) Sur les activités financières internationales de la Chine, voir les numéros du 1^{er} juin et du 31 septembre 1979 de la *Far Eastern Economic Review*, Hongkong.

Le difficile problème de l'emploi

A LA fin de 1978, la Chine comptait près de 870 millions d'habitants, avec un taux de natalité de 21,4 pour mille. Dans son rapport le premier ministre, Ma Hsueh-guang, prévoyait un taux d'accroissement de 1% de cette année et de 0,5% pour 1985. Pour y parvenir, on recourait, jusqu'à la fin des années 60, à la stérilisation massive des couples : on traitait jusqu'à 100 % du sexe masculin pour les couples sans enfants ; une prime annuelle de 30 à 40 yuan pour le couple qui décidait de la stérilisation masculine était remboursée au second naissant ; une prime de 150 yuan pour stérilisation après le premier enfant, avec 5 yuan par mois jusqu'à la fin de l'accouchement de l'enfant ; une prime de 100 yuan pour les femmes, une prime de 50 yuan pour les hommes, une prime de 10 % sur les salaires de base, chaque mois, et de 10 % des points-travail annuels des couples membres des comités locaux de planification. Mais il n'est pas certain que ces mesures — qui relèvent plus de la répression que de l'éducation (Mme Indira Gandhi en a fait il y a quelques années) — aient suffi à enrayer l'accroissement, permettant notamment de réduire le pro-

me de l'emploi

l'arrêt avec acquit.

Plus de cinquante millions de personnes ont été enrôlés dans les armées rouges (le vice-premier ministre Li Xianglan en annonçait vingt millions en juin 1979, sûrement pour les sept millions). De cette façon, les armées rouges ont pu faire l'emploi de plus de sept millions de personnes dans des entreprises d'État ; envoi de huit cent mille jeunes diplômés dans les zones rurales, pour travailler avec des autres chômeurs en unités collectives. Cependant, la situation restait critique ; de 1960 à 1965, la croissance naturelle de la population chinoise était de 20 à 30 millions ; de trois millions cent mille par an ; chaque année, dix millions d'élèves se présentant sur le marché du travail et attirés par la perspective d'un emploi dans les milieux ruraux. En plus, par sa politique d'assainissement, le gouvernement ferme de nombreuses usines et entreprises, ce qui entraîne un chômage entre quarante-cinq et cinquante ans, est pratiquée pour les travailleurs de l'industrie, qui ne peuvent pas quitter le ruisseau du régime. Par leurs efforts,

premier emprunt sur le marché bancaire international. Et surtout, elle s'est engagée comme prêteur sur le marché de l'euro-dollar : le 10 mai 1979, le Bank of China a en effet décidé de participer, avec plusieurs banques étrangères, à un prêt de 42 millions de dollars à une entreprise de Hongkong. Malgré le politique de rajustement — qui réduirait le coût de sa modernisation de 500 à 280 ou 300 milliards de dollars, — l'endettement

(10) Le Monde du 8 août 1979.
(11) Ces zones industrielles sont aménagées aujourd'hui des lieux d'expérimentation de la réforme en cours dans le domaine industriel, avec une large participation des unités locales pour l'accueil des investissements étrangers, les transferts provinciaux de main-d'œuvre, etc.
(12) Sur les activités financières internationales de la Chine, voir les numéros du 1er juin et du 21 septembre 1979 de la *Far Eastern Economic Review*, Hongkong.

MORAL
- MAROQUINIER

CLINIQUE LA MÉTAIRIE

CH-1260 NYON près GENÈVE
SUISSE.

*Etablissement médical privé de premier ordre
pour les affections du système nerveux*

Loc. Léman - Tél. : 1941/22/61 15-81
Docteur G. W. Semadeni, médecin-directeur
Hypnothérapie - Psychothérapie - Traitement des insomnies
Intoxications - Traitement de l'obésité d'origine psychosomatique
Physiothérapie - Sports.

ARMORIAL
GRAVEUR - MAROQUINIER

55, FAUB° ST-HONORE - 28, AV. VICTOR-HUGO
27° ME, BOUL° RASPAIL - PALAIS DES CONGRES 8° ME MAILLOT
PARIS



(Clipped) USIS - N.B.O. - Magnum/Photomontage Sole.

Un double enjeu

Dans la guerre économique et industrielle mondiale, se dégage un nouveau front : celui de l'information. Front difficile à cerner, car il se rapporte aussi bien à l'information comme production immatérielle — de la transaction bancaire à la distribution par correspondance, en passant par la gestion ou l'enseignement — qu'à l'information comme ressource, clé de toute stratégie, prévision ou décision.

Bibliothèques et pigeons voyageurs furent longtemps tout l'arsenal des États et des Sigis, des militaires et des marchands dans leurs efforts millénaires pour rassembler et transmettre l'information. L'imagination déployée à cet effet suivait trois axes relativement linéaires : collecte (le renseignement) ; exhaustivité (l'inventaire) ; synthèse (le rapport). Subitement, cet ordre rassurant des opérations se rompt. L'information, médium scientifique et technique, le volume gigantesque des informations à traiter, la drastique réduction des délais pour la prise de décision et l'exécution.

La première, l'armée américaine, directement confrontée à ce triple défi, a pu expérimenter les systèmes automatisés, ouvrant ainsi à l'industrie l'accès d'un

nouveau et vaste domaine. Dans les banques et bases de données, dans les réseaux télématiques, l'information s'émancipe des supports traditionnels (cartes, revues, journaux). Convertie techniquement en unités élémentaires, mesurables et facturables, elle devient une marchandise comme toutes les autres, produite, distribuée et vendue sous forme de « données » plus ou moins brutes.

Née aux États-Unis, l'industrie de l'information y est en plein développement : soudeuse de joints et d'alulys, la soudure, le soudage, le soudage, mais, dans la réalité, entre constructeurs, sociétés, de services, firmes électroniques et éditeurs s'étend au monde entier où elle ne rencontre, partout, qu'une faible résistance. L'expansion suit un schéma désormais classique : avances technologiques, financement direct ou indirect par le gouvernement (sous forme de rentabilité, de subvention, de soutien), conquête des marchés extérieurs et notamment européens, consolidation de la suprématie.

Mais l'industrie de l'information ne peut être considérée comme un front industriel parmi d'autres — agro-alimentaire, matières premières, énergie, téléphone, électronique : l'issue de toutes ces batailles est, en effet, conditionnée par la maîtrise de l'information, par les inégalités affectant la capacité des uns et des autres à prévoir et faire des choix. En dernière instance, c'est la pertinence de l'information et de son traitement qui permet de faire les bons choix d'investissement, d'implan-

tation, de mouvement ou de commercialisation. Et, si certains groupes et firmes ont pu atteindre à une impressionnante efficacité, c'est grâce à la rencontre d'un certain type de raisonnement, d'origines militaires — connaissance du terrain et de l'ennemi, balayage des possibles, simulations, — avec des banques d'information très performantes, également de conception militaire.

La domination américaine sur les autres économies s'en trouve confortée. Pour leur part, les États européens, jouant du monopole des télécommunications, développent des réseaux nationaux, tentent de préserver des filières informationnelles indépendantes, de susciter des industries nationales. De telle sorte que le fossé s'accroît encore entre quelques nations nanties, bien informées (data rich) et les autres, démunies, sous-informées (data poor).

Voici enfin qu'avec les services d'information destinés au grand public, bientôt mis en place par les P.T.T. européens, le champ d'action se déploie démesurément. Logique technocratique des appareils d'Etat et logique commerciale des industriels de l'information se conjuguent pour coloniser la vie domestique, médiatiser un peu plus les communications entre les individus. Tel est le double enjeu de la guerre des données : la conquête des marchés v est aussi incursion sur le terrain de la pensée et des

ANTOINE LEFEBURE et MAURICE RONAI

Une nouvelle matière première pour réactiver la croissance des économies essouffées

« C'est du volume de données dont elle dispose que notre époque tire un sentiment inmérité de sa supériorité alors que le véritable critère porte sur le degré auquel l'homme sait pénétrer et maîtriser les informations dont il dispose. »

GÖRÜŞLER

Révolution internationale, révolution informationnelle. À l'ère de l'information, société post-industrielle, troisième âge de la révolution industrielle. Toutes une série d'analyses (1) mettent l'accent sur les bouleversements que connaît le monde : nouvelle maîtrise première, nouvelle forme d'énergie, pétrole du vingt et unième siècle, agent majeur de la croissance, moteurs du développement, les nouvelles technologies des sociétés évoluées. La crise de l'énergie coïncide à ces prévisions une acuité particulière. Elle nous traverse. Elle nous concerne. Elle nous bouleverse. Elle nous fait découvrir de nouveaux supports vidéo, les satellites, les fibres optiques, les réseaux de télécommunication, les micro-ordinateurs, les micro-processeurs, les micro-systèmes. Elle nous fait découvrir de nouvelles possibilités, des applications qui existent depuis longtemps, d'autres qui se mettent en place, des choses qui nous échappent, d'autres qui nous existent et qui ne le sont pas.

Les banques et bases de données sont au cœur même de ces technologies ; le traitement de l'information connaît une mutation, baptisée « révolution informatique » (2). Elle combine une informatisation des schémas de travail pour être intégrée en un conventionnel (on line), et des réseaux de télétransmission internationaux qui permettent d'accéder à des vastes « réservoirs de pensée ». Il est actuellement possible, par exemple, de faire appel à un ordinateur, d'un bout du monde, pour l'on dispose d'un téléphone, d'interroger à l'aide d'un terminal plusieurs millions de références d'articles, plusieurs milliards de données numériques ou textuelles sur tous les sujets, de modifier immédiatement la question en fonction des premières réponses et d'obtenir en quelques minutes, l'information souhaitée.

a) En effet, si l'information, son contrôle, son stockage, assurent du pouvoir, depuis des temps immémoriaux, l'amplification apportée par

les nouvelles technologies définissent un nouvel enjeu dans les rapports entre Etats, entre Etats et firmes multinationales, dans les rapports entre Etats nantis (*data rich*) et les autres (*data poor*). L'indépendance nationale, la souveraineté de la recherche et de décisions se modifient ainsi.

b) Les nouveaux systèmes de distribution de l'information bouleversent le champ du savoir, systématisant des critères de coût, en homogénéisant les tarifications. Jusqu'alors, l'information, si elle était dispersée, difficile d'accès, si elle se présentait sous une forme brute ou indifférenciée, était le plus souvent « gratuite », et des services publics en assuraient la collecte et le classement : bibliothèques, centres de documentation. Marchandisée, elle est une marchandise de l'information », régulée par des critères de profit :

c) Enfin, comme automatisation de la mémoire collective, comme mode d'organisation de la connaissance, les banques et bases de données portent en elles un modèle de société qu'il est encore trop tôt pour décrire. Ce qui frappe, c'est que ces enjeux de civilisation sont, comme toujours, reliés comme « effets », retombés, jamais comme « troies ». Et ces effets sont le plus

Le pulvérisement de

LES bases sont indéniables : la mesure (volume, fréquence, taux d'absorption), la diffusion, les relations, les rapports de recherche, imprimés. Si on se restreint au champ de l'information scientifique, on est porté à penser (I.S.T.) sur lequel ont été tentées de nombreuses estimations, on constate que les indices du volume de la production scientifique ont été multipliés par un facteur d'environ un million entre 1950 et 1968. Un rapport de l'Unesco sur les sciences, publié en 1969, estime que les publications scientifiques, dont 6 000 revues scientifiques, ont augmenté de 50 % entre 1950 et 1968. L'Unesco situe leur nombre à 50 000 par an, soit 150 millions de pages imprimées. On estime que 500 000 revues scientifiques sont en circulation annuellement soit 600 000 articles par jour ouvrable. Suivant une autre méthode, les articles et rapports scientifiques et techniques totalisent 250 millions de

automatisation de la documentation

L'information et le développement des télécommunications démultiplient les possibilités d'accès à de vastes « réservoirs de pensée ». Mais la technologie en quête d'applications ne va-t-elle pas dicter de nouveaux enjeux dans les rapports entre États, un nouveau modèle de société dont les contours sont systématiquement ignorés ?

souvent idéalisés comme promesse d'une transparence, d'une société interactive, d'une égalisation dans l'accès au savoir. Les nuisances sont, comme toujours, sous-évaluées, et les résistances décrites comme refus du changement.

Comme c'est souvent le cas avec les « nouveaux services » ou les innovations, on ne sait au juste ce qui prime : la réponse à un besoin, ou la technologie en quête d'applications ? Le congrès de la Société américaine des sciences de l'information conduit en 1972 à « l'interaction entre le développement technologique et les besoins des utilisateurs ». Mais quelle interaction ?

DIS-T, nous serions entrés dans l'ère de la crise ou d'indécision. Si la quantité d'informations croît, le nombre de chercheurs pour les traiter croît tout autant. De plus, dans un système documentaire bien conçu, « la bonne information chesse la mauvaise », et l'information utile se distingue plus de l'information reçue. Des mécanismes subtils, le « collige invisible » chez aux sociologues anglo-saxons, assurent une cordonation parallèle de l'information, élitisme il est vrai. Enfin, cette « information utile » n'est pas purement artificielle : obligation pour les chercheurs de publier puisque leur carrière est indexée sur le volume d'articles écrits, persistance ou création de revues dans un souci de diffusion d'un savoir institutionnalisé, fonction de pléiades extra-institutionnelles.

Ce qui frappe, c'est que, dans les réunions internationales ou les organismes qui orientent nationalement la recherche, on s'est assez peu posé le problème de la contraction du volume d'I.S.T., de l'amélioration des méthodes d'exposition et d'expression des écrits, d'une réduction du nombre des publications, pour se consacrer essentiellement à l'amélioration des procédures de classement et de stockage.

De ce point de vue, on retrouve dans l'application de cette loi selon laquelle l'informaticien est celui qui doit être au centre des choses, le rôle de repousser les échéances, d'assurer la survie d'ensembles qui, pour valoir, ont besoin d'être réorganisés, de se transformer, non, condamnant à se réformer pour ne pas s'effondrer sans leur part d'A.S.T. (6) entre les problèmes d'I.S.T. et ceux de la circulation automobile se posent, d'ailleurs, de façon identique. L'informaticien a pu atténuer et rendre supportable la saturation des cités par la coordination et l'optimisation des flux (en attendant, comme au Japon, la mise en œuvre de la circulation à flux rigides, chaque véhicule étant régi par un ordinateur central), éliminant ainsi des milliers de malheureux automobilistes, piétons, cyclistes, victimes d'implantations des lieux de travail, de même aujourd'hui elle rend viables des situations de saturation, en évitant d'épuiser les ressources que l'on pourrait porter à ce genre d'efforts.

(Lire la suite page 14.)

Lire pages 14 à 20 :

PAGES 14 et 15 : L'information, une marchandise. — Droits individuels et souveraineté en question. — Dynamisme et hégémonie des firmes américaines.

PAGES 16 et 17 : Monopoles et déréglementation. — Un nouvel ordre de la documentation. — L'Europe à la croisée des réseaux. — Libre circulation des données et barrières nationales.

PAGES 18 et 19 : La filière française. — Dix millions de références « en ligne » : Télésystèmes. — Thermodata, un exemple de banque de données.

PAGE 20 : Des réservoirs de pen-
sée ?

Il convient cependant de tempérer cette idée selon laquelle, en matière

(1) Machlup F. The production and distribution of knowledge in the United States, Princeton, 1962. Foray M. The information economy, Stanford University, 1976; *Building a primary and secondary information sector: a national income accounts manual*, O.C.D.E.

Paris, 1971. *Initial de Sola Pool, Policy choices for the information age in restructuring government communications policy*, Aspen Institute, Londres, 1978.
Ball D., *Vers la société post-industrielle*, Robert Laffont, Paris, 1978.
Jantech, *La Prévision technologique*, O.C.D.E., 1967.
Attali J., *La Parole et Pouvoir*.

(2) « La révolution documentaire aux États-Unis », Problèmes portiques et sociaux, n° 221, la Documentation française, Paris, 1977.

(3) Georges Anderia, *l'information en 1986*, O.C.D.E., Paris, 1973.

(4) DIVERSITY Étude sur la réalisation

(5) *L'information*, en 1985, op. cit.

que Transpec nécessite des investissements importants, des réseaux de connexion chers et lourds (deux seulement sur tout le territoire), de l'ordre de 100 millions de francs.

Transpac sors un réseau public permettant à n'importe quel abonné d'appeler n'importe quel autre. Seule restriction, mais de taille : un terminal peut dialoguer avec un ordinateur, mais pas avec un autre terminal. Il ne faut pas concurrencer le télex. La tarification au nombre de signes, indépendante de la distance, favorisera le trafic des données en province. Les P.T.T. prévoient d'amortir en huit ans ces investissements lourds en matériels alors que leurs homologues privés américains ont changé trois fois d'équipement en huit ans.

La stratégie commerciale de Transpec

s'insère dans une stratégie politique des P.T.T. qui consiste à ouvrir aux entreprises américaines, et à leurs filiales institutionnelles pour pénétrer des marchés ouverts par les développements technologiques, pour élargir leur fonction traditionnelle de «transporteur» vers le vente de services, depuis le vidéoconférence jusqu'au câblage électronique. Pour préserver le monopole de la circulation du courrier, les P.T.T. organisent leur propre désailement à travers des filiales, des filiales de filiales. Dans cet effort, les P.T.T. français et leurs homologues européens se heurtent aux grands de l'industrie informatique. Ils ont peur que, sans eux, on s'endort avec eux. C'est tout ce que le problème de la normalisation des matériels prend son importance.

de fonctionnaires internationaux est appelée à arbitrer des conflits d'intérêts, financiers et politiques qui déterminent le profil de nos sociétés.

Ainsi, en 1975, les « P.T.T. » européens, le Bell Canada et TELENET se concertent pour imposer une norme commune et réussissent à le faire ratifier par le C.C.I.T.T. en moins d'un an. Ce fut l'avis X 25, désormais célèbre, qui prit à contre-pied I.B.M. et les réseaux scandinaves engagés dans la commutation de circuit, et imposa, à l'échelle mondiale, une norme dont la complexité est peut-être inutile mais oblige les constructeurs à mettre en place de coûteux interfaces. I.B.M. dut se soumettre.

La développement des satellites marque le prochain épisode d'une guerre livrée dans le brouillard, pour des marchés potentiels énormes et mal définis, avec des effets juridiques et politiques difficiles à cerner, des développements technologiques imprévisibles.

Rappelons brièvement le principe :
le satellite en orbite géostationnaire

[illegible]

L'utilisation des satellites va révolutionner les réseaux de données et l'industrie informatique puisque chaque centre de calcul, chaque banque de données pourra disposer d'une antenne de réception et des équipements associés. Les contraintes d'implantation seront réduites au minimum, favorisant la décentralisation. Une autre qualité du satellite est lourde de conséquences : c'est son aptitude à recevoir des débits extrêmement importants de données, 64 000 bits par seconde, alors qu'il est impossible de dépasser 1 200 bits sur le réseau téléphonique.

La transmission ultra-rapide d'une banque de données d'un ordinateur à un

autre peut alors se faire très rapidement, mais le service le plus nouveau rendu par le satellite est l'adaptation simple et rapide du débit à la demande de l'utilisateur suivant une programmation préalable ou à la demande. Les canaux de transmission peuvent alors être utilisés de manière beaucoup plus rationnelle et la mise en œuvre de liaisons temporaires pour de courtes durées devient aisée. Un ordinateur central peut passer par le satellite pour envoyer ses données à un ensemble de stations ou de bandes

650 fois plus cité

Le projet de satellite domestique américain SPS illustre bien les possibilités de la technologie dans le domaine de la circulation des données. Deux satellites en orbite à 10 000 km de la terre à plusieurs centaines de stations relais défont le prix est évalué, pour l'instant, à 100 millions de dollars et qui permettront aux compagnies qui les utilisent de transmettre leurs données à des vitesses de 100 mégabits par seconde. L'apport technique et financier d'IBM, dans SPS, permet d'imaginer un système de transmission de données qui sera le premier de la formation du commerce américain qui verra les délais de transmission des données à l'échelle nationale se réduire de moitié. Ce sont les plus grosses compagnies (dont la décentralisation est souvent importante) qui sont les premières à bénéficier de la technologie de l'IBM International, Boeing, Telenor; cette dernière envisage de se réorganiser de façon à pouvoir bénéficier de la technologie de ses recherches pétrolières par géomagnétique en haute mer seront les premières à bénéficier de la transmission terrestre d'opérateurs d'un certain nombre d'informations capables de digitaliser toutes les informations économiques (géologiques, géographiques, géologiques, etc.), même avant de les évaluer et de les vendre sous la forme d'un flux

conting de données qui peut s'écouler à la vitesse de 41 millions de bits par seconde. Il suffit donc d'une seconde pour envoyer le texte intégral de *Guerre et paix*.

[illegible]

**Nécessaire et difficile
coopération entre gouvernements
et sociétés privées**

L'EUROPE occidentale socoue un retard. Aussi, l'industrie américaine de l'information l'appréhende-t-elle d'abord comme un vaste marché, et elle y voit un avantage encore qu'une faible concurrence, et où la collaboration avec des partenaires en situation de dépendance permettrait d'obtenir une plus grande protection par un intégral partage des tâches. C'est aussi un vaste gisement informationnel que les services américains ont vu dans les services des Européens le laissent en friche. Parte d'une distribution adaptée, de remarquables réalisations, les services américains déclinent par des services localisés sur le territoire américain. La résistance à la pénétration américaine empêche l'Europe d'être une véritable entité et passe par des alliances entre sociétés privées, mais les impératifs de souveraineté comme la maîtrise de rentabilité entravent cet effort.

Le retard sur les Etats-Unis est inégal suivant les pays. Ainsi, le Royaume-Uni s'est engagé très tôt dans la collaboration avec les systèmes américains : la communauté de langue n'explique pas, à elle seule, cette étroite association. Derrière (base de données pour les brevets) et les fighters du Commu-

[illegible]

La présence des fournisseurs américains diminue de l'existence d'un marché européen ouvert à leur production. Premier pas dans la voie d'une riposte concertée, la mise en place d'Accordet, l'en principe, est le fruit d'une volonté de coopération et la part des administrations des P.T.T. l'établissement de banques de données européennes et la normalisation des techniques sont deux autres conditions nécessaires à la création d'un vrai marché commun de l'information.

dépend de Thompson International,

La suprématie américaine, sensible depuis 1971, quand les bases de données américaines furent accessibles en Europe via Tymnet, impose une logique commerciale à des organisations prioritairement tournées vers le service public. La concurrence américaine ne porte pas seulement sur le volume des données, la couverture bibliographique assurée par

les géants Lockheed ou System Development Corporation (S.D.C.), mais aussi sur la qualité des services offerts, les méthodes de gestion, le recours intensif aux spécialistes de la promotion et du marketing. Les Etats européens sont confrontés à des choix délicats : rivaliser avec les systèmes américains, c'est-à-dire se soumettre aux mêmes impératifs de profit, ou préserver des filières

informationnelles dans des secteurs-clés. Sauvegarder la notion de service public et renoncer à rentabiliser de lourds investissements ou se lancer dans une bataille commerciale. Bien sûr, les efforts tendent à concilier impératifs de souveraineté et impératifs de profit, mais, dans les faits, on constate qu'une des deux logiques, commerciale ou politique, finit par imposer sa loi.

20 % du marché américain

LA suprématie américaine peut se mesurer en nombre d'interrogations effectuées en Europe sur des systèmes basés aux Etats-Unis (on ne peut dissocier dans les chiffres qui suivent les interrogations qui émanent de compagnies américaines installées en Europe ou celles des clients européens).

En 1977, 300 000 interrogations ont été faites en Europe contre 1 500 000 aux Etats-Unis. (L'Europe considérée comme une entité représente 20 % du marché américain.) En 1978, on a enregistré 700 000 interrogations (prévisions : 1 500 000 en 1982 et 2 350 000 en 1985).

Tout le problème réside dans

l'évolution du rapport entre le nombre total d'interrogations effectuées sur des systèmes américains et le nombre total d'interrogations. En 1978, il était de 400 000 sur 700 000. Et encore faut-il préciser que les 300 000 effectuées sur des systèmes nationaux américains comprennent celles de l'Agence spatiale européenne) portaient pour beaucoup sur des bases de données d'origine américaine distribuées par des systèmes nationaux ou européens. Ainsi le fichier de la NASA était accessible sur le serveur de l'Agence spatiale européenne, ou Medlars (National Library of Medicine), via l'INSERM.

(Lire la suite page 18.)

Le poids de l'hégémonie américaine

LIBRE CIRCULATION DES DONNÉES ET BARRIÈRES NATIONALES

LES frontières des océans, l'espace aérien, sont traversés par des flux de données.

Cette circulation en croissance rapide pose des problèmes économiques, juridiques et politiques et révèle les divergences d'intérêts entre trois groupes d'acteurs : les sociétés multinationales américaines, les gouvernements des pays industrialisés, les gouvernements des pays en voie de développement.

Les tensions s'élevèrent avec indication contre toute restriction à elles imposées une éventuelle réglementation comme au protectionnisme déguisé, comme aux infractions aux principes de « free

flow of information ». Elles considèrent ces restrictions comme illusoires. Les gouvernements des pays industrialisés, Canada et Suède ne réit, souhaitent limiter la prédominance américaine. Quant aux pays en voie de développement, ils refusent la situation actuelle et prouent, à l'UNESCO comme à la conférence de Genève sur l'attribution des fréquences radio-électriques, un nouvel ordre mondial de l'information.

Les informations précises anequant sur le volume des transferts internationaux de données, en raison de la dispersion des réseaux et des organismes impliqués; de mille à dix mille millions de caractères, telle est la moyenne de messages transmis par les compagnies multinationales chaque année. Huit catégories d'informations peuvent être distinguées: données commerciales, données financières, réservations de voyage, données scientifiques et techniques, surveillance de l'environnement, transfert de fonds, données sur les individus, données administratives ou gouvernementales.

Parlent devant le sous-comité du Sénat américain pour les affaires étrangères, M. Robert White, directeur général de la *United Fruit*, dit que les difficultés de vous décrire l'ampleur des transactions commerciales internationales en une journée il suffit peut-être de dire que vous êtes devant le plus grand et le plus important, comme le dit le titre, de tous les pays du monde. Le développement du commerce international. Les exportations globales étaient de 980 milliards de dollars en 1977, soit 12,6 % par rapport à l'année précédente. Une grande partie de cette somme a transité grâce à des arrangements internationaux faits par les banques. Le développement de ce commerce international. Le développement de ce commerce international. Le développement de ce commerce international.

La circulation des cargos norvégiens, les réservations sur les lignes intérieures de quatre compagnies de l'Europe de l'Est, le raffinage de pétrole du Golfe, le paiement d'ouvriers de

l'industrie textile canadienne : autant d'opérations qu'effectuent par-delà les frontières sur des ordinateurs américains.

Une nouvelle élite

[illegible][illegible]

Réserve européenne

L'EUROPE n'a d'abord été sensibilisée aux dangers que présentent l'accumulation des données et leur croisement quand ils concernent des personnes privées.

(Lire la suite page 13.)

**A contre-courant d'une tradition
cultivant la rareté
et le secret de l'information**

« LORSQUE l'Etat s'est mis à doter le lui-même des produits, il s'est pu qu'interdire avec retard et avec une certaine efficacité le « plan calculé », par exemple sa lutte avec les calculateurs de poche et les mini-ordinateurs. Si l'Etat s'est mis à intervenir dans le monde des affaires, il a aussi imposé à plusieurs de ce grand profit et surtout à l'échecure de la position nationale qu'il s'incarne dans le monde des affaires, à la consommation, même si, à l'ère du monde, les sciences eux-mêmes ont d'autres yeux. Car l'Etat, à ce niveau, ne s'est pas contenté de réglementer, il a aussi les petites calculatrices n'étant pas un support convenable ; elles doivent être remplacées par des ordinateurs, une mode commerciale pour tous, et non l'affirmation d'un pouvoir calculé. L'Etat a donc été le premier à donner l'Etat Gaulin (1) des rapports de l'Etat avec l'innovation en France, mais du gouvernement dans l'innovation de l'information.

[illegible]

Redoutant les effets d'une « dépendance quasi complète », le gouvernement français lançait tardivement, en décembre dernier, un plan d'ensemble visant à mettre le pays « à l'heure de l'informatique » : 2,25 milliards de francs de crédits sont promis à l'industrie pour les cinq prochaines années. L'établissement de Télésystems, service national, illustre ce saut à l'indépendance.

On releva, à travers la nébuleuse BIS-EGOCAR, laboratoires universitaires financés par la D.R.M.E.-D.N.I.S.T., l'équivalent français du complexe militaire-informatique américain. La D.R.M.E. joue un rôle décisif par les crédits qu'elle distribue, mais aussi par les personnalités qu'elle rassemble entre 1961 et 1972 puis qu'on retrouve ses anciens directeurs identiques aux postes-clés de la profession après l'EGOCAR. On relève, à la direction d'armement supérieure, puis à la direction technique de Thomson-C.S.F. avant de devenir secrétaire d'Etat à la recherche, Entre-temps, il a présidé un groupe de travail sur

la décision du conseil des ministres MM. Aigrain et Dejoy consistent à « la tentative d'hégémonie de la part des États-Unis » et observent que « l'avance est faite qu'aucune nation développée ne se développe et ne prospère sans l'apport des produits et des services américains ». La situation est grave car aujourd'hui la dépendance est quasiment complète, tant au niveau de la constitution des systèmes de production que de la consommation. L'« espérance d'industrialité » n'est pas négligeable car un réseau de transmission de données peut être l'objet d'écoutes comme le réseau téléphonique. Les renseignements peuvent être drainés, chez eux les données solennelles, techniques, technico-économiques et économiques au provenance du monde entier » (3). La violence des réactions est compréhensible. L'opinion de MM. Aigrain, ex-président du M.L.T., elle est à la mesure des

500 millions de francs qu'il propose de consacrer à la constitution d'un système national d'information : « l'indépendance est de ce prix ».

En 1977, la France consacrait 300 millions de francs à ses services d'information scientifique et technique contre 4 460 aux États-Unis (treize fois plus) et 300 en Allemagne occidentale (2,4 fois plus). En rapportant ces chiffres aux P.N.B. de ces pays, on trouve que la France consacrait 0,12 % à ces activités des efforts 2,6 fois plus élevés que la France, et le R.F.A. 1,7 fois plus. Si on compare les crédits affectés aux bibliothèques, la France consacrait 16 fois moins que le conseil des ministres du 6 décembre 1976 d'élaborer un plan d'ensemble destiné à faire que la France « s'honore de l'information », grâce à une enveloppe de 1 milliard de francs (10,2 fois moins) et cédés par le ministère de l'Industrie.

Logique politique, logique commerciale

LES décisions prises récemment par les critères contradictoires. Ainsi, la prise de participation du C.N.I.C. (Centre national de l'information chimique) dans Chemical Abstracts, confinant à l'indifférence la communauté française et à la R.F.A. une minorité de blocage, procède d'un souci d'indépendance. Les fichiers de Chemical Abstracts seront mis à disposition d'un service français et la littérature française en chimie sera indexée sur place.

Le renouement d'un service national, Téléchimica, sur lequel seront chargés des fichiers stratégiques (Chemical Abstracts), des fichiers de la Patente (Brevet) et des bases bibliographiques (américaines), des fichiers de service public (BIPA, mis en œuvre par la Documentation française) et utilisant un langage commun, est un projet d'indépendance aussi. La création d'un « catalogue industriel » (qui produit quel ?) est une réponse à certaines sociétés américaines qui ont déjà constitué ce type de fichier en R.F.A., au Japon, au Grande-Bretagne.

Ces deux logiques, politique et commerciale, entraînent les décideurs des deux organismes qui dirigent et distribuent les crédits : le B.N.I.S.T. et la préservation des filières stratégiques ; le ministère de l'Industrie, avec ses critères de croissance et ses critères de rentabilité. Il est encore trop tôt pour apprécier laquelle de ces deux logiques s'imposera, notamment au moment où les deux organismes se débattent, car, ce qu'il faut, c'est la conciliation dans laquelle les décisions sont prises, sans débat parlementaire, sans même en rendre compte à l'opinion. Au récent colloque « Informatique et société », Hervé Norm, de la direction générale des télécommunications, lançait un appel très appuyé au dialogue avec les universitaires de l'information.

« Ce n'est qu'après les prises de décision financières et l'installation de systèmes et de réseaux qui auraient pu être conçus différemment que l'on fait appel à nous, seuls capables de faire vivre cette industrie de l'information », nous confiait, d'ailleurs, un producteur des logiciels concernés. La pratique des conseils des ministres restreint, dit-il, les rapports tenus secrets de l'appareil d'offres dont les résultats sont émaillés d'offres des fonctionnaires qui tranchent sans aucun contrôle ainsi que l'absence de coévaluation, augurent bien d'une industrie qu'on prétend d'information.

Par contre, l'appel d'offres pour la constitution de banques de données, l'aide apportée aux administrations (INSEE, douanes, C.F.C.E.) pour l'ouverture au public de leurs banques de données, les contrats de croissance pour soutenir des sociétés de distribution autres que Télésystèmes procèdent d'une logique... plus commerciale : il s'agit de développer une industrie compétitive et rentable qui

Un exemple de banque de données

Thermodata

L'une des forces de Thermodyne, c'est de s'intégrer dans un ensemble de recherches bien rodé et de faire de la banque de données une véritable introduction à l'analyse, à la culture scientifique, expertises de brevets, des capacités thermodynamiques, simulation pour des projets complexes nécessitant la prise en compte des phénomènes de transfert paramétrés. D'ores et déjà, 60 % du budget de fonctionnement de la banque sont couverts par les contributions des entreprises, le reste étant fourni par la B.N.I.S.T. et la D.R.E.T. qui a aidé à la mise au point du logiciel et fait faire des études sur la combustion des fibres de carbone, des fibres de carbone des hyperdes superconductrices.

La *Fiabilité* d'une telle banque de données doit être absolue, ce qui ne va pas sans poser certains problèmes. D'après M. Vieillard, l'un des rares spécialistes français des banques de données, aujourd'hui directeur du laboratoire de la préfecture de police, « un certain nombre de problèmes juridiques risquent bientôt de se poser. Si une propriété thermique erronée produite par la banque échoue, industrie à construire un technicien responsable ? L'industriel de la banque, la banque elle-même, ou personne ? L'idée proposée par M. Vieillard de constituer une banque nationale pour ces genres de problèmes, semble en fait très certain alors que plusieurs procès sont en cours aux États-Unis.

150 km. SUD-OUEST P
TRES BEAU DOMA
agricole et forestier - 200
Libre - Ruisseau et petits
Demeure d'époque.
Parfait état, cft. Le type
de la « propriété de famil
D. FEAU S.
132, bd Heussmann, 75008
Tél. : 261-80-40.

THERMODYNAMIQUE est une branche de la chimie qui étudie les transformations de l'énergie et les équilibres thermodynamiques des systèmes chimiques. Elle est étroitement liée à la thermochimie, qui étudie les transformations de l'énergie lors des réactions chimiques. La thermodynamique est une science fondamentale qui trouve de nombreuses applications dans les domaines de la chimie, de la physique, de la biologie et de l'ingénierie.

la matière qui s'est produite pendant la combustion, elle est donnée par des relations préétablies. La structure propre du groupe a été encadrée par la C.E.S., qui a accueilli plusieurs de ses réunions au Luxembourg, où les bilans de tranches d'évaluation critique ont fait apparaître un état d'information et important dans ce domaine? Thermodata est le moyen idéal de compléter les grandes compilations écrites du domaine, tout vite permises alors que les mesures se poursuivent sans cesse et que la pureté des matrices augmente; la motard variation de propriétés thermiques peut avoir des conséquences importantes, dans l'électronique, par exemple, où il faut prévoir les conditions pour déterminer les meilleures conditions opératoires des composants.

STERN
• GRAVEUR •
depuis 1840

Pour votre Société
papiers à lettres et
imprimés de haute qualité

*Le prestige
d'une gravure traditionnelle*

Ateliers et Bureaux :
47, Passage des Panoramas
75002 PARIS
Tél. : 756.84.43 - 519.36.45

Etudes en SUISSE

**littéraires,
scientifiques et commerciales**
Baccalauréat (séries A, B, C, D)
Baccalauréats suisses. Admission
dès 10 ans. Internat et externat.
Ambiance calme et studieuse.
Excellents résultats.

école
lémania
lausanne

REPERES

DU C.E.R.E.S.

Prix du numéro: 20 F.
En vente dans les kiosques ou au
13, bd Saint-Martin,
75003 PARIS. Tél. : 887-76-42.

ABONNEMENTS :

France et pays de l'ex- Communauté française (sauf Algérie)	150 F
Etranger	170 F
Etranger (par avion)	190 F

ABONNEMENTS : 12 N°S

LISEZ
Le Monde DES
PHILATÉLISTES
L'OFFICIEL DE LA PHILATÉLIE

~~~~~







# Politique et littérature

## La « croisade solitaire » de Chester Himes

Par SCHOFIELD CORVELL

ROMANISME noir américain existé en Europe depuis plus de vingt-cinq ans, Chester Himes est le plus connu en France — et il a longtemps vécu — que dans son pays d'origine. Il est pourtant comme le remarque un jeune critique camerounais, Ambrose Kom (1), « l'un des écrivains les plus originaux de l'Amérique noire urbaine ». Les éditions Gallimard viennent de publier son autobiographie — *Repris sans repentir* (2) — et de rééditer un de ses romans policiers, *Tout pour plaisir* (3), tandis que les Éditions des Autres nous offrent une nouvelle traduction de son roman sociologique fort provocateur *À l'ère de sté* (4) (paru pour la première fois en 1963).

Dans la plupart de ses nombreux ouvrages — de ton et de style fort variés — Himes, qui a aujourd'hui soixante-dix ans et vit en Espagne, brille sans complaisance d'un monde qu'il connaît à fond : celui des ghettos noirs des grandes villes américaines où il a vécu avant de s'établir en Europe pour fuir un univers qui lui paraissait aussi étouffant qu'oppressif. De tous ses romans, le seul qui ne s'inspire pas des ghettos noirs américains mais de sa vie d'adulte à Paris est *À l'ère de sté*, écrit à l'époque de la guerre d'Algérie quand il habitait en France assaillant un point culminant.

C'est un enseignement d'une école technique noire du Sud. Himes avait pourtant d'abord mené l'existence compliquée d'un poète — relié aux riches les plus ingrats, souvent au chômage, finalement emprisonné pendant plusieurs années pour un cause-

triale manqué, — avant de trouver une sorte de salut personnel dans l'écriture. « Mon but principal tout au long de ma vie, dit-il dans une interview récente, a été d'écrire. Lorsque j'étais en prison, c'était un moyen d'échapper à une existence atroce, sans espoir d'avenir. Je m'isolais dans mes histoires. Par elles, j'échappais à des circonstances insupportables. Plus tard, j'ai écrit des romans pour me distraire, mais aussi pour me distraire des autres. » (5).

C'est par ses récits — choquants, souvent drôles, toujours sans complaisance — sur la réalité quotidienne des ghettos américains que Himes a fini par atteindre et éveiller une jeune littérature internationale. « Les gens ont mes histoires, déclare-t-il sans fausse modestie, même si je ne suis pas toujours compris. Avec toute leur absurdité, ils y trouvent quelque chose qui les attire. »

Himes explique ailleurs que les Noirs américains, tels qu'il les présente à travers ses œuvres, exhibent par leurs attitudes et leur comportement tous les stigmates de l'oppression économique et psychologique qu'ils subissent : « la folie homicide, un sens pathétique d'histoire, des préjugés antihispaniques, l'arrogance, la servilité, la haine, la peur... » (6).

Cette obsession de la violence, si décapitante soit-elle, caractérise toute la création littéraire de Himes, depuis les romans de protestation dans la pure tradition de la littérature protestataire jusqu'à l'œuvre la plus récente, *À l'ère de sté*, paru récemment. Himes, qui a commencé à écrire à Paris dans les années 30,

deux ronds de fien qui lui ont leur demander. Comme si un brève chien avait sonné à leur porte et leur avait dit : « moi, je suis parti à Bob, car- che donc à nager son amertume dans les tripes, l'alcôve, la débâcle, se livrant en même temps à des réflexions qui le conduisent à passer au crime, les rapports entre Noirs et Blancs dans le pays qui se vante d'être le pays de la démocratie. »

Si Bob combat pour sa dignité et son espace-temps dans un contexte social « quotidien », le héros de la *Croisade de Les Gordon* (8) — un jeune Noir engagé comme volontaire par un syndicat — se trouve plongé dans une véritable activité militante. Mais Les — comme Bob — se voit contraint de se définir à chaque instant par rapport à l'homme blanc. Sa vie est dominée par des forces extérieures à lui-même, des hiérarchies, des bureaucraties aussi implacables qu'hyppocrisies. Si l'employeur exploite les Noirs, le syndicat les manipule, et Les ne trouve mille part la fraternité authentique qu'il cherche obstinément à la manière d'un Gandhi afro-américain aux prises avec les structures et les habitudes d'un monde abominablement hostile.

Violamment critiqué comme à droite par *Black World*, le *Croisade de Les Gordon* (dont le titre original est *The Solitary Crusade*) a pourtant mérité les éloges de Richard Wright, qui écrivait dans sa critique à la version française du livre : « C'est une œuvre mise à nu du Noir, du Noir communiste, du socialiste et des sentiments négrophobes du prolétariat blanc américain. Ce roman démontre la tragique destruction de la personnalité que provoque la conscience de race. »

Avec la *Fin d'un printemps* (9), Himes va plus loin encore dans sa description des ravages du racisme sur les esprits des Blancs et des Noirs dans une société hiérarchiquement opprimée. La femme blanche, c'est « une victime comme toutes les autres du racisme », dit-il dans la préface du livre. « C'est la seule différence entre les Blancs et les Noirs, c'est que les Blancs ne cherchent à se venger des humiliations que leur fait subir les Noirs, Le héros, Jesse, finit par réaliser sa malheureuse destinée : « J'ai vécu quatre jours, mais en tant que Blancs ils ne m'ont pas vu. » Dans l'après-midi de la haine, le racisme et la haine la haine.

Dans l'esprit de Himes, le fond du problème est d'ordre historique et



sociologique. Ainsi, dans la *Troisième génération* (10), roman en grande partie autobiographique, l'auteur raconte, avec un réalisme qui s'élève parfois au pathétique, sa propre enfance et sa jeunesse tourmentée. Pour Himes, c'est surtout le lourd héritage psychologique de l'esclavage qui pèse sur le Noir noir et sur le comportement et la mentalité de la population noire et blanche des États-Unis.

La cellule familiale elle-même est déchirée — à la conservation des enfants — par les ressentiments et les mépris entre une mère méprisante et un père de peau foncée, deux acteurs d'un véritable drame raciste. L'intérieur à la communauté noire elle-même, conséquence persistante de l'esclavage entre ceux qui travaillent aux champs et ceux, relativement « privilégiés », qui servent comme domestiques dans les maisons des blancs.

À ces tensions au sein de la famille s'ajoutent plus tard dans la vie des enfants les discriminations et bruta-

lité multiples pratiquées à leur égard par les Blancs, riches et pauvres, avec leur mentalité de négrier. Car, en effet, trois générations amèneront les États-Unis d'aujourd'hui à leur « problème racial », de l'époque où des écrivains blancs vendent et achètent comme des bestiaux — et dans le pays même et non dans des colonies proches ou lointaines.

La vente de ses premiers romans de protestation a permis à Himes de finir son pays natal, devenu pour lui un enfer, afin de poursuivre ailleurs son rêve de bonheur. *L'Amérique*, dit-il dans l'interview déjà citée (6), m'a terriblement blessé — à tort ou à raison, la vérité est la question. » Il a donc traversé l'Atlantique en avril 1933 et n'est retourné aux États-Unis que pour de courtes visites. Pendant son exil parisien, Himes restait pourtant obsédé par l'Amérique qu'il avait connue, celle de ses « frères d'âme » dans leurs ghettos débordant de violence, de frustration, de vice et de misère — l'image négative en somme de cette « Amérique blanche » où l'argent et la violence font la loi.

### Une soif de fraternité

HOMES d'Amérique, Himes a vu de près la réalité sociale et effrayante de son pays d'origine avec un dégoût et un humour mordant dont il aurait peut-être été incapable s'il était resté aux États-Unis. C'est à l'âge de dix-neuf ans qu'il a quitté sa ville natale avec ses romans policiers satiriques et drôles, ayant pour cadre les bas-fonds de Harlem où il « peut arriver », où le « rêve américain » est devenu l'aspect d'un cauchemar. La seule exception est *Monte Moreau* (11), qui d'un pas de policier et d'essai sur la vie dans le beau quartier de la bourgeoisie noire de New-York, Sugar Hill (la colline de sucre).

Les romans policiers de Himes ont tous été traduits en français et publiés chez Gallimard, dans la « Série Noire », avant de paraître dans leur version originale aux États-Unis. C'est ainsi qu'il est devenu, comme il le dit dans son autobiographie, « le seul écrivain français qui ne soit pas le français ».

C'est avec le *Reine des femmes* (12) — qui lui a valu le prix du Quai des Orfèvres en 1968 — que Himes a commencé sa carrière parisienne. Le lecteur y fait connaissance avec deux remarquables policiers noirs — Ed Corvett et Fomoyev — qui continuent dans ses contes suivants à parcourir inlassablement les rues encombrées et bruyantes de Harlem pour poursuivre vols, assassinats et autres. Tout aussi brutaux et violents — sinon plus — que ceux qu'ils traquent, ces deux symboles vivants de « la loi et l'ordre » sont capables dans une certaine mesure de s'identifier à la population du quartier, à ses espoirs et ses déceptions.

Les romans déshabillés et souvent mordants d'Ed Corvett et de Fomoyev expriment les idées de Himes lui-même. Ils jouent le rôle d'une sorte de chœur grec commentant les événements sanglants — races trahies, balles dans la nuque, morts accidentels, émeutes, affrontements — qui se succèdent dans ce monde dévorant où les démons de la race se livrent à des rixes meurtrières et souvent étonnantes aux dépens de leurs voisins infortunés nés, d'agitateurs huppés ou opportunistes, de gangsters prêts à tout pour une poignée de dollars.

Dans *Retour en Afrique* (13), par

exemple, des écrivains tirent habilement parti du désir désespéré des habitants du ghetto de retrouver l'Afrique de leurs ancêtres, tandis que dans *Tout pour plaisir* (3), un « prophète » charlatan joue sur les sentiments religieux d'un peuple dans une nouvelle voie avec ses romans policiers satiriques et drôles, ayant pour cadre les bas-fonds de Harlem où il « peut arriver », où le « rêve américain » est devenu l'aspect d'un cauchemar.

La seule exception est *Monte Moreau* (11), qui d'un pas de policier et d'essai sur la vie dans le beau quartier de la bourgeoisie noire de New-York, Sugar Hill (la colline de sucre).

Les romans policiers de Himes ont tous été traduits en français et publiés chez Gallimard, dans la « Série Noire », avant de paraître dans leur version originale aux États-Unis. C'est ainsi qu'il est devenu, comme il le dit dans son autobiographie, « le seul écrivain français qui ne soit pas le français ».

C'est avec le *Reine des femmes* (12) — qui lui a valu le prix du Quai des Orfèvres en 1968 — que Himes a commencé sa carrière parisienne. Le lecteur y fait connaissance avec deux remarquables policiers noirs — Ed Corvett et Fomoyev — qui continuent dans ses contes suivants à parcourir inlassablement les rues encombrées et bruyantes de Harlem pour poursuivre vols, assassinats et autres. Tout aussi brutaux et violents — sinon plus — que ceux qu'ils traquent, ces deux symboles vivants de « la loi et l'ordre » sont capables dans une certaine mesure de s'identifier à la population du quartier, à ses espoirs et ses déceptions.

Les romans déshabillés et souvent mordants d'Ed Corvett et de Fomoyev expriment les idées de Himes lui-même. Ils jouent le rôle d'une sorte de chœur grec commentant les événements sanglants — races trahies, balles dans la nuque, morts accidentels, émeutes, affrontements — qui se succèdent dans ce monde dévorant où les démons de la race se livrent à des rixes meurtrières et souvent étonnantes aux dépens de leurs voisins infortunés nés, d'agitateurs huppés ou opportunistes, de gangsters prêts à tout pour une poignée de dollars.

## Messieurs les Diplomates, profitez de vos privilèges en toute sécurité.

Demande de documentation sur les modèles Volvo.

Nom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Ville \_\_\_\_\_ Pays \_\_\_\_\_  
Date de l'arrivée en France \_\_\_\_\_

Découpez et retournez ce bon à Volvo France, Service TDS,  
112 rue Cardinet, 75017 Paris tél 766.50.35 tél 642.602.  
16 rue d'Orléans, 92200 Neuilly tél 747.50.05

Modèles de 7 à 15 CV à partir de 25 000 F HT.



**VOLVO**  
La passion de la qualité.

Cannes  
MAZIELLA  
Vice  
Halle des Anges...  
ALADIN













L'Assemblée nationale  
pour la dis-  
cussion d'arme

L'Assemblée nationale  
pour la discussion  
d'une question  
Rosauro  
de la tour  
compétet  
mentaria  
Francis  
DEP  
nomm  
at milit  
contre  
été et r  
Seu à

ne de la  
que le  
anique  
teur e

... et la police  
... excéd  
... de  
... que  
... et que

**AUTRE**

**Association du**  
**international**

accord pour  
tarifaire

L'... cinquante-cinq  
... ont aux act

de l'Association  
nationale (IATA) et  
gouvernements,  
de nouveaux  
est fret — et  
qui vont à  
des hausses  
de la situ-  
ration sur le  
marché aérien  
convoque  
ils ont conc-  
adaptations  
pour compen-  
sation du car-  
actère à aus-  
un mécanisme  
de hausses  
pour lequel il  
une adaptation  
sans qu'il soit  
nécessaire.

## Conseil de

ministres des  
uniquement  
niale de par  
de leurs pa  
Proche-Orie  
autres suje  
à situation re  
pées aux enl  
connectaurale  
se mor... Le 6  
aux singe  
ne aide hu  
du Sud-Est a  
provisoire  
qui les ont  
DE L'HOMME  
le 9 oct  
grande, la C  
à consti  
de la Conce  
parce qu  
d'ont effecti  
d'ont en ju  
d'ont deux

[illegible]

Id. rec-  
ed. 1917. c





